

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:
Hôtel de Ville
Cours Massena - CS 82205
06605 ANTIBES CEDEX

Effectif légal	Présents ou Représentés	Procurations + Absents
80	58	22

N° de la séance : 79

Objet de la délibération : Direction des Ressources Humaines - Adhésion au service "Suivi social et paie des salariés de droit privé" du CDG 29 pour la régie Eau potable - Convention

- ☒ Original
- Expédition certifiée conforme à l'original
- Pour le Président,
Le Directeur Général des Services

Stéphane PINTRE

N° Enregistrement : CC.2021.150

Date de la convocation :

Le 29/06/2021

Certifié exécutoire compte tenu

de l'affichage
en date du **- 9 JUL. 2021**

de la réception s/Préfecture
en date du **- 9 JUL. 2021**

Pour le Président,
La Responsable de Service


Corinne SAINTE

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Séance du 05 juillet 2021

L'an deux mil vingt et un et le 05 juillet à 14h00, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, aux espaces du fort carré, avenue du 11 novembre à Antibes, en session ordinaire du mois de juillet, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Maire d'Antibes Juan-Les-Pins.

PRESENTS :

Jean LEONETTI, Joseph CESARO, Jean-Pierre DERMIT, Michel ROSSI, Gérald LOMBARDO, Frédéric POMA, Emmanuel DELMOTTE, Jean-Pierre CAMILLA, François WYSZKOWSKI, Thierry OCCELLI, Eric MELE, Sophie NASICA, Gilbert TAULANE, Gilbert HUGUES, Richard THIERY, Marc MALFATTO, Dominique TRABAUD, Jean-Paul ARNAUD, Georges TOSSAN, René TRASTOUR, Alexis ARGENTI, Michèle MURATORE, Eric CHALVIN, Marguerite BLAZY, Marie-Rose BENASSAYAG, Anne-Marie BOUSQUET, Christian LATY, Thérèse DARTOIS, Henriette VENTRE, Albert CALAMUSO, Sylvie MARCHAND, Denis FERRER, Serge JOVER, Bernard GARNIER, Yves DAHAN, Audouin RAMBAUD, Geneviève PIERRAT, Eric DUPLAY, Michel MANAGO, Marinette LANGLAIS, Christophe FONCK, Marika ROMAN, Martine SAVALLI, Françoise THOMEL, Carole BONAUT, Nathalie DEPETRIS, Claire BAES, Elisabeth DEBORDE, Laurence HARTMANN, David SIMPLOT, Isabelle GARCIA, Aline ABRAVANEL, Khéra BADAOU, HUGUENIN VUILLEMIN, Cédric BOURGON, Céline LAMBIN, Xavier WIIK, Delphine CAROSI, Alexia MISSANA

PROCURATIONS :

Lionnel LUCA à Marie-Rose BENASSAYAG, Jean-Bernard MION à Jean-Pierre DERMIT, Georges VAZIA à Eric CHALVIN, François ZEMA à Aline ABRAVANEL, Marie ANASSE à Christophe FONCK, Simone TORRES-FORET DODELIN à Alexia MISSANA, Serge AMAR à Eric DUPLAY, Catherine LANZA à Eric CHALVIN, Marc BORIOSI à Jean LEONETTI, Hassan EL JAZOULI à Eric DUPLAY, Marion MUSSO à Christophe FONCK, Alain BERNARD à Marika ROMAN

ABSENTS :

Kevin LUCIANO, Jean-Pierre MASCARELLI, Jacques GENTE, Monique GAGEAN, Tanguy CORNEC, Christophe ETORE, Olivia LEVINGSTON, Eric PAUGET, Valérie ROLLAND, Marie OZENDA

Les Délégués communautaires présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris au sein du Conseil.

Madame Alexia MISSANA, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Monsieur POMA,

VU le Code du Travail,

VU l'ordonnance n°2016-413 en date du 7 avril 2016 relative au contrôle de l'application du droit du travail,

VU la Convention Collective Nationale des entreprises des services d'eau et d'assainissement en date du 12 avril 2000, numéro de brochure 3302, numéro IDCC 2147, prise dans son intégralité, annexes et avenants en cours et à venir compris applicable à la Régie Eau Potable de la CASA ;

VU la délibération du Conseil Communautaire n° CC.2019.137 en date du 14 octobre 2019 relative à la création de la régie à simple autonomie financière Eau potable et du budget correspondant, et à l'approbation de ses statuts.

Le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Finistère (CDG 29) propose une prestation de service « Suivi social et paie des salariés de droit privé ».

L'objectif de cette prestation est d'aider les collectivités dans les différents travaux liés à l'élaboration des paies de droit privé (rémunérations ou indemnités) par la mise en commun de moyens techniques.

Cette prestation présente de nombreux avantages et permet notamment aux collectivités de sécuriser juridiquement les processus en garantissant la conformité à la réglementation sociale.

Il est à noter que les logiciels métiers RH spécialisés dans la gestion des paies de la Fonction Publique ne peuvent être adaptés en intégrant les spécificités de la convention collective de la Régie Eau Potable.

Cette prestation comprend :

- La production des bulletins de paie
- La production des documents de paie en vue des déclarations de cotisations et du mandatement
- La production du support magnétique HOPAYRA et le fichier xhl (dématérialisation des données des bulletins de paie pour transmission à l'organisme payeur)
- L'édition des états de cotisations, les journaux de paie et états de paiements
- La déclaration sociale nominative mensuelle (DSN)
- Les déclarations individuelles de salariés en arrêt maladie, congés...
- Les déclarations des taxes fiscales telles que : taxe d'apprentissage, cotisations pour la formation professionnelle, taxe sur les salaires...
- Des conseils sur la réglementation sociale de droit privé qui vise à répondre aux demandes juridiques des collectivités.

Considérant l'importance et la complexité des questions touchant aux rémunérations ;

Il est demandé au Conseil Communautaire :

- d'approuver la convention d'adhésion au service « suivi social et paie des salariés de droit privé » du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Finistère, pour la Régie Eau potable de la CASA, jointe en annexe ;
- d'autoriser Monsieur le Président à signer ladite convention ;
- de prévoir les crédits correspondants au budget de la collectivité.

**LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DU VICE-PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE,
A L'UNANIMITE, DECIDE :**

- d'approuver la convention d'adhésion au service « suivi social et paie des salariés de droit privé » du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Finistère, pour la Régie Eau potable de la CASA, jointe en annexe ;
- d'autoriser Monsieur le Président à signer ladite convention ;
- de prévoir les crédits correspondants au budget de la collectivité.

AINSI FAIT ET DELIBERE
A ANTIBES LE 05 juillet 2021
Suivent les signatures
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,



Jean LEONETTI

**CONVENTION D'ADHESION
AU SERVICE
« SUIVI SOCIAL ET PAIE DES SALARIES
DE DROIT PRIVE »**

Vu la loi n°84 - 53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, et notamment ses articles 22 à 26-1,
Vu la délibération du Conseil d'Administration du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Finistère du 15 septembre 2016 approuvant les conditions générales d'adhésion au service « suivi social et paie des salariés de droit privé »,
Vu la délibération n° 2020-37 du Centre de Gestion relative à l'élection du Président,
Vu la délibération de

ENTRE

Le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Finistère, ci-dessous dénommé « le CDG 29 »,

Représenté par Monsieur Yohann NEDELEC, son président, d'une part,

ET

Représenté(e) par, son/sa.....,
Ci-dessous dénommée « la collectivité »,
Dûment habilité(e) par son assemblée délibérante,

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

Les dispositions particulières de la présente convention complètent les conditions générales ci-annexées.

La collectivité déclare adhérer, au 01 / 10 / 2021 après la phase de test et de paramétrage, aux conditions générales d'adhésion au service « suivi social et paie des salariés de droit privé », pour la régie ou l'établissement suivant :

Régie /établissement : EAU POTABLE
Numéro de Siret : 240 600 585 00105

Et aux conditions suivantes :

Durée – Tarifs

La présente convention est conclue pour une durée de 3 ans, elle entre en vigueur à la date de sa signature et est renouvelable par tacite reconduction par période d'un an, à défaut de résiliation trois mois avant sa date anniversaire.

Le prix hors taxe du service est fixé en référence aux tarifs validés annuellement par le conseil d'administration du CDG 29 et figurant à l'annexe 1 des conditions générales ci-annexées.

Facturation

Les coûts d'analyse préalable et de migration sont facturés à la collectivité après réalisation des opérations.

La formation et l'accompagnement à la demande sont facturés au fur et à mesure de leur mise en œuvre.

Le coût par opération (création/clôture salarié, production des documents périodiques) est facturé au 15 décembre de l'année civile sur la base des éléments établis par le CDG 29.

Litiges

Les parties s'efforceront de régler à l'amiable toute difficulté résultant de l'interprétation ou de l'application de la présente convention.

En cas de désaccord persistant, le différend sera soumis aux juridictions compétentes.

Annexes

Les documents suivants sont annexés à la présente convention : Conditions générales d'adhésion au service et l'annexe 1 – Conditions tarifaires 2020.

Fait à

Le

Pour

M.....,

Fait à Quimper

Le.....

Pour le CDG 29,

Le Président,

Yohann NEDELEC

04/06/2021

Notice d'information et tarifs 2021 SUIVI SOCIAL ET PAIE DES SALARIES DE DROIT PRIVE

SPIC EAU – SPIC ASSAINISSEMENT CA SOPHIA ANTIPOLIS

Intervenante pour le Centre de Gestion du Finistère :

Anne STEPHAN
Référente coordonnatrice SIRH rémunération droit privé
Tél. : 02 98 60 25 78
astephan@cdg29.bzh

PRESENTATION

I. Le contexte général

La paie des salariés de droit privé constitue aujourd'hui une situation à risque pour les employeurs publics, et notamment pour les collectivités territoriales et les EPCI.

En effet, les collectivités publiques qui gèrent des activités publiques industrielles et commerciales doivent recruter et gérer des salariés qui relèvent du droit privé. La loi NOTRe a particulièrement renforcé cette obligation et plusieurs activités sont concernées, quel que soit leur mode de gestion : SPIC, EPIC, SPL, régies.... On peut citer par exemple les offices du tourisme, les syndicats des eaux et de l'assainissement, l'activité des déchets, les piscines-loisirs, les restaurants inter-entreprises, les écoles de musique, les pôles sportifs et d'animation, les ports de plaisance, etc.

La Chambre Régionale des Comptes rappelle régulièrement les obligations des employeurs publics vis-à-vis de cette situation, qui peut se révéler à risques : contrôles et redressements Urssaf, conflits portés devant le tribunal des Prud'hommes, etc.

Quelles sont les problématiques sur le terrain ?

La gestion de la paie des salariés de droit privé se révèle complexe pour les gestionnaires RH des collectivités :

- les logiciels de droit public sont conçus et paramétrés exclusivement pour traiter la paie des agents de la fonction publique : ils n'intègrent généralement pas les obligations et particularités réglementaires, sociales et conventionnelles relatives à la paie des salariés de droit privé ;
- les logiciels de droit privé classiques ne permettent pas de répondre aux exigences des trésoreries (fichiers transfert) ;
- les collectivités ayant naturellement tendance à gérer leurs salariés de droit privé comme leurs agents publics, il en résulte que le Code du travail ainsi que les dispositions prévues par une grande diversité de Conventions collectives sont peu ou mal appliqués.

Or, la législation réglementaire et sociale encadre particulièrement les salariés, de leur embauche (choix du contrat de travail, rédaction de celui-ci, motifs de recours, renouvellement, délais de carence, saisonniers...) à leur départ (fin de contrat, licenciement, rupture conventionnelle...).

Quant aux congés payés, aux heures supplémentaires/complémentaires, aux absences pour maladie ou accident du travail, à la négociation collective, aux régimes de prévoyance et de frais de santé ... ils sont soumis à des règles de gestion bien particulières.

II. La solution proposée par le Centre de gestion du Finistère : le « Suivi social et la paie des salariés de droit privé »

Le Centre de Gestion du Finistère propose une prestation « Suivi social et Paie de droit privé » avec des ressources dédiées et des compétences spécifiques :

- un logiciel de paie spécifique au droit privé, mieux adapté que le logiciel des collectivités :

Le logiciel que le Centre de Gestion du Finistère utilise n'est pas un logiciel de paie de droit privé « commun » : il est conçu spécialement pour répondre aux besoins particuliers des collectivités publiques et de leurs trésoreries : des développements permettent la fourniture des fichiers HOPARA et XHL (dématérialisation des données des bulletins de paie) exigés par les trésoreries.

- un suivi social et une assistance juridique à la gestion individuelle et collective des salariés.

L'équipe en charge de la prestation « Suivi social et paie de droit privé » réalise le traitement de la paie, des arrêts de travail, des déclarations d'entrées de salariés et des documents de fin de contrats, des déclarations sociales nominatives mensuelles (DSN), et peut aussi réaliser vos autres déclarations (formation professionnelles, taxe sur les salaires).

Grâce à ce service, la conformité du processus de paie est garantie et la collectivité bénéficie d'une assistance téléphonique pour répondre à toutes ses questions (ex : aide au choix et la rédaction du contrat de travail, simulations de paies avant recrutement, etc.)

NOTRE PROPOSITION

I. Le déroulement et le contenu de la prestation

1 - Etape préalable : l'audit social et de conformité du processus de paie existant

Nous commençons par la réalisation d'un audit social pour étudier le contexte spécifique de votre établissement (mixité employeur public/salarié de droit privé) et ses conséquences sur le bulletin de paie. Nous examinons divers paramètres et vérifions qu'ils sont conformes à la fois au Code du travail, à la législation sociale en vigueur, ainsi qu'aux dispositions prévues par la convention collective à laquelle sont rattachés vos salariés, par exemple :

- Charges sociales dues en fonction de la structure juridique (SPIC, EPIC) et des différents régimes sociaux de votre effectif ; nous pouvons aussi traiter en paie les régimes spécifiques des contractuels de droit public, des fonctionnaires détachés sous contrat de droit privé, et des fonctionnaires titulaires (ce dernier régime étant possible uniquement pour le directeur ou le comptable du SPIC/EPIC) ;
- Caisse de retraite appropriée ;
- Régimes de prévoyance et frais de santé obligatoires ;
- Autres obligations relevant de la Convention collective et du Code du travail en matière de contrat de travail, de rémunération, d'heures supplémentaires et complémentaires, de maintien de salaire, la participation à la formation professionnelle ;
- Analyse des contrats de travail transmis (CDI, CDD, motifs de recours, délais de carence, mentions obligatoires, respect du Code du travail et de la Convention collective ...) : un accompagnement complémentaire à la rédaction des contrats pourra vous être proposé.

2 – Reprise des données et paramétrage de notre application informatique

Nous paramétrons l'intégralité des éléments de votre dossier sur notre logiciel de paie (en « full web ») : les données de l'établissement, les paramètres payes, notamment les rubriques et cotisations sociales et fiscales appropriées que nous aurons déterminées préalablement, la mise en place des différentes primes et différents avantages obligatoires de par la convention collective, ainsi que les éléments de rémunération propres à votre établissement), les contrats de travail, les différents régimes (organismes et caisses de retraite et de prévoyance), la convention collective, ainsi que les éléments propres à chaque salarié.

3 – Traitement de la paie, production des documents, conseil et assistance

Nous assurons ensuite mensuellement le traitement des paies, qui inclut :

- la collecte mensuelle des variables de paie et leur traitement ;
- la gestion des entrées-sorties des salariés : DPAE, documents de fin de contrat, déclarations des arrêts de travail, traitement des absences maladies et autres absences ;
- la production des bulletins de paie et des états de fin de mois :
 - o bulletins de paie simplifiés pour les salariés (obligatoire) ;
 - o bulletins de paie détaillés destinés à l'employeur ;
 - o journal de paie ;
 - o état des cotisations ;
 - o état des virements et des paiements ;
 - o fichiers à transmettre à la trésorerie :
 - fichier HOPAYRA ou RMH (fichier des virements) ;
 - fichier XHL (bulletins de paie dématérialisés) ;
 - o fichier Excel des variables pour le mois suivant ;
- établissement mensuel de la DSN - déclaration sociale nominative : notre logiciel de paie génère, à partir des données de paie du mois en cours, un fichier que nous déposons sur Net-entreprise. La DSN remplace la DUCS URSSAF, la DUCS retraite et prévoyance, la DADS-U, et selon les cas, l'attestation de salaire et l'attestation employeur Pôle emploi (AED) ;
- PAS – prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu : la déclaration du PAS est incluse dans la DSN ;



4 – Accompagnement social et assistance à la collectivité

Conseils sur la réglementation sociale du droit privé : c'est le prolongement de notre mission de production de la paie : aide au choix et/ou rédaction du contrat de travail, simulations de paies avant recrutement, ruptures de contrats, etc.

Cette mission est comprise dans le cadre de du Forfait annuel accompagnement social et assistance à la collectivité (10 heures pour la première année et 5 heures pour les années suivantes. *En cas de dépassement du forfait, le tarif horaire du CDG 29 s'applique*).

Les conditions d'adhésion au service assuré par le CDG 29 sont précisées dans le document « Conditions générales ». La Convention d'adhésion est soumise à la signature de votre autorité territoriale.

II. Les conditions financières

DEVIS PRESTATION "SUIVI SOCIAL ET PAIE DES SALAIRES DE DROIT PRIVE" - TARIFS 2021				
SPIC REGIE EAU ET SPIC REGIE ASSAINISSEMENT - CA SOPHIA ANTIPOLIS				
DETAILS MISSIONS	Qté	PRIX HT	TOTAL	OBSERVATIONS
PARAMETRAGE - ETUDE DU DOSSIER				
Création de l'établissement	2	99 €	198 €	1 par Siret
Audit social et de conformité de la paie en fonction de la convention collective et du droit privé	1	405 €	405 €	base 405,00 €/jour
Paramétrage dossier : effectif existant, caisses et organismes sociaux, rubriques et cotisations, DSN ...	2	205 €	410 €	base 405,00 €/jour
Facturation 1ère année uniquement			1013 €	
FORFAIT ANNUEL ACCOMPAGNEMENT SOCIAL ET ASSISTANCE A LA COLLECTIVITE				
Forfait annuel première année : 10 heures	10	54 €	540 €	1 forfait global pour la collectivité (tous dossiers confondus)
Forfait annuel années suivantes : 5 heures	5	54 €	270 €	
Dépassement du forfait		sur devis		base 54,00€/h
Sous-traitance consultation juridique		sur devis		prix coûtant
Conseils réglementation sociale : dispositions de la convention collective et du droit du travail, législations des CDI et CDD, aide au choix du contrat de travail, DUE...				
Trames de contrat de travail et avenants (CDI, CDD de remplacement ou accroissement d'activité, saisonnier, contrat à temps partiel, Conventions de forfait cadres....)				
Procédure de rupture conventionnelle - licenciement - démission - départ en retraite ...				
Sanctions disciplinaires, procédures accords collectifs, DUE (ex. mise en place d'un contrat de prévoyance collective), temps partiel, annualisation, mise en place du CSE, assistance à la rédaction d'un règlement intérieur...				
Facturation annuelle			540 €	
GESTION DE LA PAIE				
Intégration des données variables de paie (astreintes, heures supplémentaires, primes, absences, congés, avantages divers ...) - Calcul des absences - Réintégrations sociales et fiscales.	3	23,85 €	71,55 €	Eau : 1 salarié
Déclarations et traitement des arrêts de travail (accident - maladie - maternité - paternité).				Assainissement : 2 salariés
Contrôle et validation des bulletins de salaire par la collectivité.				prix unitaire par par salarié et par mois : 23,85 €
Traitement mensuel des déclarations sociales nominatives (DSN) : URSSAF, MSA, Caisses de retraite complémentaire, Organismes de Prévoyance et Mutuelle, PAS Impôt sur le revenu.				
Production des documents de paie : bulletins de paie simplifiés et détaillés, Journal de paie, état des cotisations, état des virements, OD comptable, autres états et reportings/extractions possibles.				
Production des fichiers Trésorerie : fichier RMH des virements et fichier XHL des bulletins dématérialisés.				
Facturation mensuelle			71,55 €	
ENTREE/SORTIE SALARIE				
Nouvelle entrée : établissement DPAE auprès de l'URSSAF, déclaration entrée aux organismes via la DSN		27,10 €		
Départ : établissement des documents de fin de contrat (calcul et établissement du bulletin pour solde de tout compte - reçu pour SDTC - certificat de travail - attestation employeur Pôle emploi		27,10 €		
Entrée/sortie au cours du même mois		40 €		
Attestation employeur Pôle emploi avec reprise des paies antérieures à la gestion du dossier par le CDG				base 54,00€/h
Facturation par évènement				
AUTRES FORMALITES DECLARATIVES				
Déclarations taxes fiscales (taxes sur les salaires, Formation, Apprentissage, Effort de construction...)		sur devis		base 54,00€/h
DADS-U complémentaire aux DSN (si demandée par les caisses)				
Autres formalités				
ASSISTANCE COMPTABLE				
Assistance au contrôle URSSAF ou à la clôture annuelle des comptes sociaux		sur devis		base 405,00 €/jour
FORMATIONS				
Juridiques, sociales et réglementaires		sur devis		base 405,00 €/jour
Tarifs prestation fixés annuellement par le Conseil d'administration du CDG 29.				
En cas d'augmentation, celle-ci ne pourra pas dépasser 3% du tarif en vigueur l'année N-1.				
A Le		Fait à Quimper, le		
Signature du représentant de la collectivité et cachet :		Pour le CDG 29, le Président,		
		 Yann NEDELEC		
Validité du devis : 3 mois		 CDG 29		

AR réceptionné - Imprimer

Date de l'acte : 05/07/2021
Numéro : CC_2021_150
Nature : DE - Deliberations
Objet : Adhésion au service "Suivi social et paie des salariés de droit privé" du CDG 29 pour la régie Eau potable - Convention
Matière : 4.4 - Autres categories de personnels
Interlocuteur
Nom : LE GRATIET Véronique

Suivi des transactions**Accusé d'envoi**

Identifiant : HpvKIe1

Accusé de réception préfecture

Date de réception : 09/07/2021
Identifiant : 006-240600585-20210705-CC_2021_150-DE

Acte reçu

Date : 05/07/2021
Numéro interne : CC_2021_150
Code nature : 1
Code matière 1 : 4
Code matière 2 : 4
Objet : AdhÃ©sion au service "Suivi social et paie des salariÃ©s de droit privÃ©" du CDG 29 pour la rÃ©gie Eau potable - Convention
Classification utilisée : 29/08/2019
Document : 99_DE-006-240600585-20210705-CC_2021_150-DE-1-1_1.PDF

Annexes

Nombre : 1
99_SE-006-240600585-20210705-CC_2021_150-DE-1-1_2.PDF

N